

Bolivie : la nouvelle Constitution existe, l'instabilité persiste

lundi 10 décembre 2007, par [DO ALTO Hervé](#) (Date de rédaction antérieure : 10 décembre 2007).

De La Paz,

C'est finalement dans la ville minière d'Oruro, située à 3 heures de La Paz, sous la vigilance de centaines de mineurs coopérativistes convertis en dépositaires de l'ordre public, que l'Assemblée Constituante (AC) a conclu ses travaux, en ce dimanche 9 décembre. Une dernière session houleuse qui aura permis au Mouvement vers le Socialisme (MAS) d'Evo Morales, et aux 164 constituants présents (sur 255) de faire approuver un texte constitutionnel au contenu conforme à ce qu'attendaient les organisations sociales nationales : ainsi, toute privatisation future de ressources naturelles sera érigée en « trahison à la patrie », tandis que la propriété privée sera respectée « dans la mesure où celle-ci ne porte pas préjudice à l'intérêt collectif ». Les autonomies départementales – exigées par les élites orientales – seront reconnues, mais au même titre que les autonomies indigènes revendiquées par les mouvements paysans. Une série d'avancées d'ores et déjà saluées par les syndicats paysans comme par la Centrale Ouvrière Bolivienne (COB), selon laquelle « le pays cessera d'être néolibéral » avec ce texte. Seul l'article relatif à la question de la terre n'a pas débouché sur un consensus et sera soumis à un référendum intermédiaire d'ici le mois de février, avant que l'ensemble du texte constitutionnel ne soit lui-même l'objet d'une nouvelle consultation, probablement au mois de mai 2008.

Seule surprise majeure dans ce texte qu'il faudra examiner plus attentivement dans les jours à venir : la réélection indéfinie, défendue jusqu'alors par le MAS, sera désormais réduite à une simple réélection – ce qui permettrait éventuellement à Morales de rester au pouvoir encore 10 ans. Plus qu'un réajustement consécutif à la défaite de Chávez au Venezuela le week-end précédent, il semblerait que cette concession ait permis le retour du parti de centre-droit, Unité Nationale, dans l'enceinte de l'Assemblée. Contrairement au reste de l'opposition, UN a effectivement décidé d'approuver le texte constitutionnel, son leader, l'entrepreneur Samuel Doria Medina, indiquant même samedi qu'« en dépit des désaccords, il [fallait] respecter le souhait de la majorité des Boliviens », appelant ainsi Podemos (droite) et le Comité civique Pro-Santa Cruz à assumer leur défaite électorale. Ces derniers, bien sûr, n'ont pas tardé à dénoncer la validité de la dernière session plénière, accusant le MAS de passage en force, tel le maire de Santa Cruz, Percy Fernández, qui se fendait dimanche soir d'une déclaration aux relents racistes que chacun pourra apprécier à sa juste valeur : « *dans ce pays, bientôt, il faudra se peindre et se mettre des plumes pour exister !* ». À l'évidence, cette droite composite, articulant les secteurs sociaux les plus conservateurs du pays aux élites économiques de Santa Cruz, est toujours tentée par la politique du pire, et voudra sans doute mobiliser une dernière fois ses bases afin de retirer toute légitimité à un processus constituant qu'ils ont pourtant été les premiers à vouloir mettre en échec. Une nouvelle épreuve de feu pour la « Révolution démocratique et culturelle » défendue par le MAS qui, en France comme ailleurs, aura besoin du soutien sans faille des mouvements de solidarité avec l'Amérique latine.

Encadré

L'OEA apporte son soutien au gouvernement Morales

Au vu de son histoire, il est bien difficile de soupçonner l'Organisation des États Américains, entité créée en 1948 sous le regard bienveillant des États-Unis, d'une quelconque sympathie envers les projets de transformation sociale promus par les gouvernements du Venezuela, de l'Équateur et de la Bolivie. Sa seule grande crise n'eut-elle pas lieu lors de l'exclusion de Cuba, un an à peine après que Fidel Castro eût déclaré que la révolution caribéenne était une révolution socialiste ? Pourtant, c'est bien le secrétaire général de l'OEA, le Chilien José Miguel Insulza, qui, en ce dimanche 9 décembre, a salué les efforts consentis par le gouvernement pour promouvoir des changements sociaux profonds en Bolivie, par le biais de l'Assemblée Constituante. À cette occasion, il a d'ailleurs dénoncé « *l'attitude peu démocratique des forces politiques conservatrices (...) qui éprouvent encore une grande nostalgie pour un passé fait d'autoritarisme* ». Des déclarations à garder en mémoire, alors que les accusations de « totalitarisme » à l'encontre d'Evo Morales vont probablement pleuvoir dans une grande partie de la presse française et internationale...

P.-S.

* Article écrit pour Rouge du 13 décembre 2007.